

EXHIBIT D

FRENCH

Congo # 6.1.2 (b)

CONVENTION

- La République Populaire du Congo
- Congolese Superior Oil Company
- Cities Service Congo Petroleum Corporation
- Canadian Superior Oil Ltd.
- Société Nationale de Recherches et
d'Exploitation Pétrolières "HYDRO-CONGO"

le 25 mai 1979

GAR 00001

EXHIBIT 1

FRENCH
Copied from

INDEX

1. Table des matières.
2. Convention.
3. Annexe I: Décret attributif du permis "Marine 1".
4. Annexe II.
5. Annexe III: Taux d'amortissements applicables aux SOCIETES.
6. Annexe IV: Paiement de la redevance et de l'impôt sur les sociétés.
7. Annexe V: Modèle de lettre de garantie.
8. Appendice.

GAR 00002

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. Définitions	2
2. Objet	4
3. Entrée en vigueur - Durée - Permis d'exploitation	4
4. Bénéficiaires	4
5. Garanties	5
6. Charges fiscales	6
6.03 Etablissement de l'impôt sur les sociétés de chacune des SOCIETES	7
7. Redevance minière	8
8. Changes	10
9. Paiements forfaitaires	11
10. Disposition des HYDROCARBURES	12
11. Emploi et formation du personnel	13
12. Fournisseurs congolais	15
13. Mise à disposition des informations	15
14. Transport et traitement des produits	16
15. Force majeure	16
16. Déclaration et paiement d'impôts	17
17. Arbitrage	18
18. Droit applicable	18
19. Avis	18
20. Avenants	20
21. Garantie par société mère	20

ANNEXE I

Copie du décret accordant le PERMIS

ANNEXE II

ANNEXE III

Taux d'amortissements applicables aux SOCIETES

ANNEXE IV

I - Paiement de la redevance

II - Paiement de l'impôt sur les sociétés

ANNEXE V

Modèle de lettre de garantie

(i)

GAR 00003

CONVENTION

ENTRE

La République Populaire du Congo (ci-après désignée le "CONGO") représentée aux présentes par Monsieur Rodolphe Adada, Ministre des Mines et de l'Energie,

d'une part,

ET

Congolese Superior Oil Company (ci-après parfois désignée "SUPERIOR"), société de l'Etat du Nevada, Etats-Unis d'Amérique, dont le siège est à Houston, Texas, Etats-Unis d'Amérique, 26th Floor, First City National Bank Building, représentée par Monsieur Diego O. Giordano-Echegoyen, dûment autorisé à cet effet,

Cities Service Congo Petroleum Corporation (ci-après parfois désignée "CITIES SERVICE"), société de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, dont le siège est à Dover, Delaware, Etats-Unis d'Amérique, 306 South State Street, représentée par Antoine Saadi, dûment autorisé aux fins des présentes,

Canadian Superior Oil Ltd. (ci-après parfois désignée "CANADIAN"), société constituée au Canada, dont le siège est à Calgary, Three Calgary Place, 355 4th Avenue S.W., Province d'Alberta, Canada, représentée par Robert C. Schrader, dûment autorisé à cet effet,

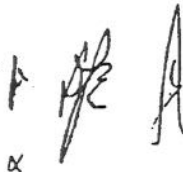
Société Nationale de Recherches et d'Exploitation Pétrolières "HYDRO-CONGO" (ci-après parfois désignée "HYDRO-CONGO"), société nationale ayant son siège à Brazzaville, agissant par Monsieur Alphonse M'Boudo-Nesa, dûment autorisé à cet effet,

ci-après désignées collectivement les "SOCIETES" ou individuellement "l'une des SOCIETES" ou la "SOCIETE",

d'autre part,

EXPOSE PRELIMINAIRE

Le CONGO désire promouvoir et réaliser dans les meilleures conditions d'efficacité la recherche et le développement

α 

GAR 00004



2.

des ressources du CONGO en hydrocarbures liquides et/ou gazeux afin d'assurer par la suite leur exploitation dans les meilleures conditions possibles.

A cet effet, le CONGO désire obtenir la coopération de sociétés pétrolières qualifiées et réputées pour qu'elles fournissent à HYDRO-CONGO l'aide nécessaire à la réalisation, dans le cadre d'une association, de certains travaux de recherche d'hydrocarbures, et de développement et d'exploitation des gisements découverts sur le permis de recherches du type "A" dit "Marine 1" accordé à HYDRO-CONGO et plus amplement décrit ci-après, et sur les permis d'exploitation qui peuvent être accordés sur ce permis de recherches.

Les SOCIETES exerceront leurs activités de recherche et d'exploitation en conformité avec les principes de la politique pétrolière du CONGO tels que repris dans la présente Convention.

EN CONSEQUENCE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

1. Définitions

Aux fins de la présente Convention, les termes et expressions suivants auront la signification indiquée ci-dessous.

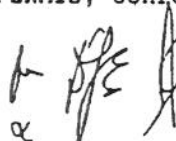
1.01. Convention: La présente Convention entre le CONGO et les SOCIETES.

1.02 Association: L'association constituée par le contrat d'opérations en association pour l'exécution des travaux pétroliers, tel que ce terme est défini au sous-paragraphe 1.10 ci-dessous.

1.03 Contrat d'association: Le contrat d'opérations en association pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures conclu entre les SOCIETES pour la recherche et l'exploitation éventuelle de gisements d'hydrocarbures sur le permis, tel que ce terme est défini au sous-paragraphe 1.04 ci-après.

1.04 Permis: Le permis de recherches de type "A" dit "Marine 1" visé en tête de la CONVENTION attribué à HYDRO-CONGO pour le bénéfice de l'ASSOCIATION par le décret dont copie est jointe en Annexe I à la Convention, avec toutes ses prorogations, modifications, variations ou renouvellements éventuels, ainsi que tous les permis d'exploitation qui pourront être accordés sur une partie quelconque de sa surface.

1.05 Opérateur: La SOCIETE qui est chargée, au nom des membres de l'ASSOCIATION, des travaux pétroliers -- tel que ce terme est défini au sous-paragraphe 1.10 ci-dessous -- sur le PERMIS, conformément aux dispositions du CONTRAT D'ASSOCIATION.

α 

GAR 00005



3.

1.06 Hydrocarbures: Les hydrocarbures solides, liquides et/ou gazeux découverts et/ou exploités sur le PERMIS.

1.07 Gaz naturel: Tous les HYDROCARBURES gazeux produits par les SOCIETES sur le PERMIS, à l'exception des condensats qui sont séparés et récupérés sous forme liquide par utilisation des méthodes normales de récupération au champ.

1.08 Hydrocarbures liquides: Les HYDROCARBURES produits par les PARTIES sur le PERMIS, à l'exception du GAZ NATUREL.

1.09 Société affiliée:

1.09.1 Toute société dans laquelle plus de 50% des droits de vote dans les assemblées générales ordinaires sont détenus directement ou indirectement par l'une des SOCIETES;

1.09.2 Toute société qui détient, directement ou indirectement, plus de 50% des droits de vote dans les assemblées générales ordinaires de l'une des SOCIETES;

1.09.3 Toute société dont les droits de vote dans les assemblées générales ordinaires sont détenus pour plus de 50% par une société qui détient elle-même, directement ou indirectement, plus de 50% des droits de vote dans les assemblées générales ordinaires de l'une des SOCIETES;

1.09.4 Toute société dans laquelle plus de 50% des droits de vote dans les assemblées générales ordinaires sont détenus directement ou indirectement par plusieurs SOCIETES ou par plusieurs sociétés telles que décrites aux paragraphes 1.09.1 à 1.09.3 ci-dessus.

1.10 Travaux pétroliers: L'ensemble des activités, où qu'elles s'exercent, relatives à la recherche, au développement, à l'exploitation, au transport, au stockage et à la disposition des HYDROCARBURES au CONGO ou à l'exportation.

1.11 Travaux de recherche: Ceux des TRAVAUX PETROLIERS réalisés dans le but de découvrir un gisement d'HYDROCARBURES, y compris le forage de découverte et les travaux d'appréciation, réalisés jusqu'à la date à laquelle le Comité de Direction prévu au CONTRAT D'ASSOCIATION aura déterminé, conformément à l'article 5 du CONTRAT D'ASSOCIATION, qu'une découverte est commercialement exploitable.

1.12 Travaux de développement et d'exploitation: Tous TRAVAUX PETROLIERS autres que les TRAVAUX DE RECHERCHE, y compris le transport des HYDROCARBURES jusqu'au point d'enlèvement par les SOCIETES.

1.13 Sociétés étrangères: Les SOCIETES, à l'exception d'HYDRO-CONGO.

GAR 00006

4.

1.14 Franç CFA: Monnaie définie au titre II de la Convention de Coopération Monétaire entre les Etats membres de la Banque des Etats d'Afrique Centrale (B.E.A.C.) et la République Française, signée à Brazzaville le 23 novembre 1972.

2. Objet

2.01 La CONVENTION et ses annexes ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles les SOCIETES participeront aux TRAVAUX PETROLIERS sur le PERMIS dans le cadre de l'ASSOCIATION.

3. Entrée en vigueur - Durée - Permis d'exploitation

3.01 La CONVENTION sera approuvée par un acte ayant force de loi. Elle entrera en vigueur lors de la publication de cet acte au Journal Officiel du CONGO.

3.02 La CONVENTION est conclue pour la durée du PERMIS.

3.03 Chaque permis d'exploitation aura une durée de trente (30) ans.

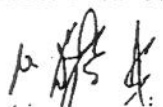
4. Bénéficiaires

4.01 Les dispositions de la CONVENTION s'appliquent de plein droit aux SOCIETES et à tout cessionnaire des droits de chaque SOCIETE sur le PERMIS, ainsi qu'à toute société à laquelle les SOCIETES ou l'une d'entre elles se seront associées en lui cédant tout ou partie de leurs droits et obligations sur le PERMIS. Cependant, toute cession devra être soumise préalablement à son entrée en vigueur à l'approbation du Ministre de tutelle.

Si la décision du Ministre de tutelle n'intervient pas dans un délai d'un (1) mois à compter de la signification de la cession qui doit être soumise à son approbation, celle-ci sera considérée comme étant tacitement rejetée.

4.01.1 Si le cessionnaire proposé est une société entièrement contrôlée par le cédant ou par la société mère de son groupe, l'autorisation du Ministre de tutelle est de droit et, dans ce cas, nonobstant les dispositions du paragraphe 4.01 ci-dessus, l'autorisation sera réputée donnée un (1) mois après le dépôt de la demande. Si le cessionnaire proposé est une SOCIETE AFFILIEE, l'autorisation du Ministre de tutelle ne sera pas refusée sans raison et de manière discrétionnaire.

4.01.2 Tout acte ultérieur ayant pour effet de faire perdre au cessionnaire le caractère de société entièrement contrôlée par le cédant ou par la société mère de son groupe ou le caractère de SOCIETE AFFILIEE sera considéré comme une nouvelle cession soumise à l'approbation préalable du Ministre du tutelle dans les mêmes conditions.



GAR 00007



5.

4.01.3 Conformément à la politique pétrolière du CONGO, HYDRO-CONGO ne cédera pas sa participation dans l'ASSOCIATION à moins que le cessionnaire ne soit entièrement contrôlé par le CONGO.

5. Garanties

5.01 Sous réserve des dispositions du sous-paragraphe 5.01.3 ci-dessous, le CONGO garantit aux SOCIETES, pour la durée de la CONVENTION, la stabilité des conditions juridiques, financières, minières et économiques dans lesquelles les SOCIETES exerceront leurs activités au CONGO, telles que ces conditions résultent de la législation et de la réglementation en vigueur à la date de signature de la CONVENTION et des modalités de la CONVENTION.

5.01.1 En conséquence, les SOCIETES ne seront soumises en quelque domaine que ce soit à aucune mesure aggravante par rapport au régime défini au paragraphe 5.01 ci-dessus.

5.01.2 En particulier, devra être considérée comme aggravante, au sens du sous-paragraphe 5.01.1 ci-dessus, toute mesure ayant pour effet soit de diminuer les profits nets des activités exercées dans le cadre de la CONVENTION en limitant les recettes ou en augmentant les charges d'exploitation des SOCIETES, soit, en général, de compromettre l'exécution ou la conduite des TRAVAUX PETROLIERS par des restrictions apportées aux droits des SOCIETES.

5.01.3 Toutefois, les modifications apportées à la législation du travail, de la sécurité et de la protection de l'environnement et à l'impôt sur le revenu des personnes physiques seront applicables de plein droit aux SOCIETES et à leur personnel, sauf si elles comportent des restrictions aux droits des SOCIETES concernant la propriété de leurs biens ou la libre disponibilité des HYDROCARBURES leur revenant au sens de l'article 10 ci-dessous.

5.01.4 En outre, les SOCIETES ne seront soumises, notamment en ce qui concerne le régime des biens et des personnes, à aucune mesure discriminatoire de droit ou de fait à leur encontre.

5.02 Le CONGO garantit aux SOCIETES pour la durée de la CONVENTION que les conditions fiscales de l'exercice de leurs activités au CONGO au titre de la CONVENTION, en ce qui concerne l'impôt sur les sociétés visé à l'article 6 ci-dessous, seront régies par le Code Général de Impôts du CONGO et les textes législatifs ou réglementaires modifiant ledit Code et par la CONVENTION. En conséquence, les SOCIETES ne seront soumises, pour leurs activités au CONGO au titre de la CONVENTION, à aucune mesure fiscale discriminatoire par rapport au droit commun applicable aux sociétés congolaises ou étrangères autres que celles résultant de la CONVENTION.

Handwritten signature

GAR 00008

Handwritten signature

6.

5.03 Le CONGO garantit aux SOCIETES pour la durée de la CONVENTION, en application du Code Général des Impôts, que la redevance minière versée au CONGO sur les quantités d'HYDROCARBURES revenant aux SOCIETES aux termes du CONTRAT D'ASSOCIATION sera fixée au taux de quatorze et demi pour cent (14 1/2%) pour les HYDROCARBURES LIQUIDES, et de neuf pour cent (9%) pour le GAZ NATUREL.

6. Charges fiscales

6.01 Pour les TRAVAUX PETROLIERS, chacune des SOCIETES sera assujettie à la redevance minière visée au paragraphe 5.03 ci-dessus et à l'article 7 ci-dessous, et à l'impôt sur les sociétés visé aux articles 106 à 126 du Code Général des Impôts du CONGO, à l'exclusion de toute autre imposition.

6.02 En conséquence, chacune des SOCIETES est exonérée pour les TRAVAUX PETROLIERS et pour la durée de la CONVENTION de tous autres impôts et taxes. Cette exonération comprend notamment:

6.02.1 L'exonération de tous droits de douanes et de toutes taxes ou cautions à l'importation pour tous les biens d'équipements, matières et fournitures consommables et pièces de rechange de biens d'équipements destinés aux TRAVAUX PETROLIERS, qu'ils soient importés par la SOCIETE directement, ou indirectement par l'OPERATEUR au nom de la SOCIETE ou par l'intermédiaire de fournisseurs et d'entreprises sous-traitantes.

6.02.2 L'exonération de tous droits ou taxes à l'exportation applicables aux biens d'équipement et pièces de rechange pour lesdits biens d'équipement lorsque ceux-ci ont été importés en franchise de tout droit, conformément au sous-paragraphe 6.02.1 ci-dessus, ainsi qu'aux HYDROCARBURES produits sur le PERMIS appartenant à la SOCIETE conformément à l'article 10 ci-dessous.

6.02.3 L'exonération de l'impôt sur le chiffre d'affaires intérieur, de la taxe unique, de la taxe sur les transactions et tous autres impôts indirects, relatifs à la fourniture des biens (matériels, équipements, pièces de rechange, etc.), services et travaux de toute espèce relatifs aux TRAVAUX PETROLIERS prévus à la CONVENTION, que la fourniture soit faite par la SOCIETE, par l'OPERATEUR ou par des entrepreneurs de travaux, des fournisseurs et prestataires de services travaillant directement ou indirectement pour le compte de la SOCIETE.

6.02.4 L'exonération des droits d'enregistrement relatifs à tous les actes de toute nature auxquels la SOCIETE ou l'OPERATEUR au nom de la SOCIETE peut être partie dans le cadre des TRAVAUX PETROLIERS sur le PERMIS, à toutes transmissions de propriété ou de jouissance à la SOCIETE de biens

GAR 00009

7.

mobiliers ou immobiliers pour la réalisation des TRAVAUX PETROLIERS, ou relatifs aux contrats d'assurance auxquels la SOCIETE ou l'OPERATEUR en son nom peut être partie et qui concernent les TRAVAUX PETROLIERS.

6.02.5 L'exonération de tout droit ou impôt relatif au paiement d'intérêts ou de dividendes par la SOCIETE.

6.03 Etablissement de l'impôt sur les sociétés de chacune des SOCIETES

6.03.1 A l'exception de celles précisées au présent paragraphe 6.03, les règles de l'assiette et du recouvrement de l'impôt sur les sociétés sont celles fixées par le Code Général des Impôts du CONGO.

6.03.2 Chacune des SOCIETES sera soumise à l'impôt sur les sociétés, conformément aux dispositions du Code Général des Impôts du CONGO, et, si le taux de l'impôt sur les sociétés fixé par le Code Général des Impôts du CONGO est inférieur à cinquante cinq pour cent (55%), à un impôt additionnel calculé en appliquant au bénéfice imposable un pourcentage égal à la différence entre le taux de l'impôt sur les sociétés et cinquante cinq pour cent (55%).

6.03.3 L'assiette de l'impôt sur les sociétés applicable à chacune des SOCIETES au titre de ses activités exercées dans le cadre de la CONVENTION sera calculée sur la base des prix tels que définis à l'annexe II jointe à la CONVENTION. Les amortissements seront calculés par chacune des SOCIETES conformément aux règles posées par le Code Général des Impôts du CONGO; toutefois, chacune des SOCIETES appliquera les taux élément par élément figurant au tableau joint à la CONVENTION en annexe III.

6.03.4 Afin de permettre le calcul de l'impôt sur les sociétés dû par chacune des SOCIETES au titre de ses activités exercées dans le cadre de la CONVENTION, chaque SOCIETE devra, à compter de la date d'entrée en vigueur et pendant la durée de la CONVENTION, tenir une comptabilité conforme aux règles fixées par le Code Général des Impôts du CONGO.

6.03.5 Les dispositions de l'article 109 du Code Général des Impôts du CONGO ne seront pas applicables aux SOCIETES.

6.03.6 Par dérogation à l'article 116 du Code Général des Impôts du CONGO, les SOCIETES ne sont pas autorisées à déduire de leur bénéfice imposable à l'impôt sur les sociétés les intérêts et agios payés sur des emprunts éventuellement réalisés pour le financement des TRAVAUX PETROLIERS auprès de SOCIETES AFFILIEES. A partir de la date à laquelle le Comité de Direction prévu au CONTRAT D'ASSOCIATION aura déterminé, conformément au CONTRAT D'ASSOCIATION, qu'une

h 8/3 A

GAR 00010

11/8

8.

découverte est commercialement exploitable, chaque SOCIETE sera admise à déduire de son bénéfice imposable les intérêts et agios payés sur des emprunts réalisés pour le financement des TRAVAUX DE DEVELOPPEMENT ET D'EXPLOITATION auprès d'organismes financiers indépendants des SOCIETES, moyennant présentation par la SOCIETE emprunteuse aux autorités fiscales de certificats émanant desdits organismes financiers.

6.03.7 La redevance minière visée à l'article 7 ci-dessous est déductible du résultat imposable et elle ne peut en aucun cas être traitée comme une avance sur l'impôt sur les sociétés.

6.03.8 La limite de dix pour cent (10%) posée par le deuxième alinéa de l'article 20.I.6°, du Code Général des Impôts du Congo, tel que modifié par l'article 5 de la loi n° 30/74, ne sera pas applicable aux SOCIETES.

6.04 Les rémunérations et salaires versés au personnel des SOCIETES en service au CONGO pour la réalisation des TRAVAUX PETROLIERS seront soumis aux impôts afférents à ces revenus conformément aux dispositions du Code Général des Impôts du CONGO.

6.05 L'impôt sur les sociétés fait l'objet du versement d'acomptes mensuels provisoires suivant les modalités fixées à l'annexe IV jointe à la CONVENTION.

7. Redevance minière

7.01 L'assiette de la redevance minière acquittée en espèces ou en nature est égale, pour chaque SOCIETE, à la valeur des HYDROCARBURES enlevés par elle, calculée sur la base du prix déterminé conformément à l'annexe II jointe à la CONVENTION, diminuée des frais de transport intérieur, traitement, stockage et chargement, tels que ces frais résultent de la comptabilité de la SOCIETE et constituent des charges fiscalement déductibles. La redevance n'est pas due sur les quantités d'HYDROCARBURES utilisées pour les besoins des TRAVAUX PETROLIERS, ou perdues.

7.02 La redevance minière prévue au présent article 7 est payée en espèces ou en nature au choix du CONGO.

7.03 L'OPERATEUR communiquera à l'autorité compétente du CONGO la date prévue pour la première exportation d'HYDROCARBURES au moins six (6) mois à l'avance, afin que cette autorité puisse faire connaître à la SOCIETE ou à l'OPERATEUR, dans un délai de cinq (5) mois après la réception de ladite communication, le mode de règlement de la redevance minière choisi par l'Administration. L'Administration pourra toujours modifier le mode de règlement ainsi choisi, sauf à en notifier la SOCIETE ou l'OPERATEUR en son nom au moins trois (3) mois à l'avance. Toutefois, l'Administration est réputée avoir opté

M. D. S. A.

GAR 00011

11/11

9.

initialement pour le paiement en espèces de la redevance minière.

Si, à un moment où l'Administration prélève la redevance minière en espèces, les SOCIETES ont la possibilité de prendre des engagements de ventes pour une période de plus de trois (3) mois, lesquels ne pourraient être satisfaits au cas où l'Administration déciderait de prélever la redevance en nature, les SOCIETES pourront soumettre le projet de contrat de vente au Ministre de tutelle, qui pourra à sa discrétion l'approuver ou non. En cas d'approbation, la redevance continuera d'être perçue en espèces pendant la durée dudit contrat.

7.04 La quantité d'HYDROCARBURES sur laquelle s'applique la redevance minière est mesurée au point de livraison décrit au sous-paragraphe 10.02.1. Les méthodes de mesure utilisées seront agréées par l'autorité congolaise compétente qui devra être tenue au fait du déroulement des opérations afin de pouvoir se faire représenter et de procéder, si elle l'estime nécessaire, à toute mesure de contrôle.

Dans le mois qui suit la fin de la période pour laquelle la redevance minière est due, chaque SOCIETE, ou l'OPERATEUR en son nom, transmettra à l'autorité congolaise compétente un relevé des quantités d'HYDROCARBURES assujetties à la redevance minière, accompagné de toutes justifications utiles.

7.05 La redevance minière, qu'elle soit en nature ou en espèces, sera liquidée et versée trimestriellement dans les conditions visées ci-après:

7.05.1 Le paiement en nature de la redevance minière sera effectué au profit d'HYDRO-CONGO agissant pour le compte du CONGO selon les modalités arrêtées au paragraphe 4.11 et aux articles 9 et 10 du CONTRAT D'ASSOCIATION pour la remise à HYDRO-CONGO de la part de production lui revenant. Les quantités d'HYDROCARBURES dues au CONGO au titre du présent article 7 seront livrées à HYDRO-CONGO au cours du mois suivant celui au titre duquel la redevance minière proportionnelle est due.

7.05.2 Le paiement en espèces de la redevance minière se fera au cours du mois qui suit la fin du trimestre calendaire au titre duquel la redevance minière en espèces est due.

7.06 La redevance minière, lorsqu'elle est payée en espèces, fait l'objet de déclarations et de versements provisionnels mensuels suivant les modalités figurant dans l'annexe IV jointe à la CONVENTION.

GAR 00012

10.

7.07 En raison du caractère particulier du GAZ NATUREL, les parties se consulteront en cas de découverte de GAZ NATUREL pour préciser les modalités de règlement en nature de la redevance minière sur le GAZ NATUREL conformément aux principes énoncés au présent article 7.

8. Changes

8.01 Le CONGO garantit pour la durée de la CONVENTION, aux SOCIETES, aux personnes physiques régulièrement employées par elles et aux personnes physiques ou morales chargées par elles de réaliser ou financer les TRAVAUX PETROLIERS ou la commercialisation des HYDROCARBURES que:

8.01.1 Le CONGO n'impose pas aux SOCIETES d'obligation de rapatriement du produit de la vente à l'exportation d'HYDROCARBURES.

8.01.2 Les SOCIETES pourront payer à l'étranger en devises, en utilisant les fonds conservés par elles à l'étranger, les entreprises, fournisseurs et prêteurs en exécution des contrats conclus pour l'exécution des TRAVAUX PETROLIERS.

8.01.3 Les SOCIETES pourront emprunter à l'étranger toutes les sommes qui peuvent leur être nécessaires pour réaliser les TRAVAUX PETROLIERS.

8.01.4 Les SOCIETES pourront transférer en faveur des fournisseurs résidant hors de la zone franc toutes les sommes dues à ces derniers.

8.01.5 Les SOCIETES pourront librement rapatrier du CONGO vers les pays membres de la zone franc les capitaux provenant de ces pays investis au CONGO dans le cadre des TRAVAUX PETROLIERS, et transférer dans les mêmes conditions leurs produits éventuels.

8.01.6 Les SOCIETES pourront rapatrier du CONGO vers les pays extérieurs à la zone franc les capitaux provenant de ces pays investis au CONGO dans le cadre des TRAVAUX PETROLIERS, et transférer dans les mêmes conditions leurs produits éventuels. Le CONGO garantit aux SOCIETES qu'elles obtiendront des moyens de règlement sur les pays extérieurs à la zone franc nécessaires à la réalisation des opérations visées à la CONVENTION.

8.01.7 Les SOCIETES pourront exporter librement du CONGO à destination des pays membres de la zone franc toutes les sommes dont elles pourront être débitrices envers les fournisseurs, affréteurs et autres prestataires de services, ainsi qu'envers leurs actionnaires qui résident en zone franc et, d'une manière générale, toutes les sommes dont les SOCIETES pourront être débitrices à un titre quelconque pendant la durée de la CONVENTION.

Handwritten initials

GAR 00013

Handwritten signature

11.

8.01.8 Les membres du personnel ressortissant des pays membres de la zone franc régulièrement employés par les SOCIETES pourront exporter librement du CONGO à destination des pays de la zone franc leurs économies sur salaire.

8.01.9 Les SOCIETES pourront exporter du CONGO à destination des pays extérieurs à la zone franc toutes les sommes dont elles pourront être débitrices envers les fournisseurs, affréteurs et autres prestataires de services, ainsi qu'envers leurs actionnaires qui résident dans ces pays.

8.01.10 Les membres du personnel ressortissant des pays extérieurs à la zone franc régulièrement employés par les SOCIETES pourront exporter du CONGO à destination de ces pays leurs économies sur salaire.

8.02 Tout transfert de devises à destination ou en provenance de la zone franc effectué conformément aux sous-paragraphes 8.01.4, 8.01.6, 8.01.9 et 8.01.10 ci-dessus sera réalisé sous le contrôle du Bureau des relations financières avec l'étranger ("B.R.F.E.") conformément à la réglementation en vigueur au CONGO et relative à la zone franc.

8.03 Les transactions visées aux sous-paragraphes 8.01.4, 8.01.6, 8.01.9 et 8.01.10 ci-dessus ne seront pas rendues plus onéreuses pour les SOCIETES qu'elles ne le sont pour d'autres acheteurs et vendeurs de devises en matière commerciale par imposition d'un taux différent ou de taxes ou commissions spéciales.

9. Palements forfaitaires

9.01 La SOCIETE nommée Opérateur par le CONTRAT D'ASSOCIATION paiera au CONGO au nom et pour le compte des SOCIETES ETRANGERES les montants forfaitaires suivants:

9.01.1 Deux cent cinquante millions (250.000.000) de FRANCS CFA lorsque la production journalière d'HYDROCARBURES LIQUIDES sur le PERMIS aura atteint trente mille (30.000) barils par jour et se sera maintenue pendant une période de cent vingt (120) jours consécutifs à une moyenne de trente mille (30.000) barils par jour; et

9.01.2 Six cent vingt cinq millions (625.000.000) de FRANCS CFA lorsque la production journalière d'HYDROCARBURES LIQUIDES sur le PERMIS aura atteint soixante quinze mille (75.000) barils par jour et se sera maintenue pendant une période de cent vingt (120) jours consécutifs à une moyenne de soixante quinze mille (75.000) barils par jour.

9.01.3 Les montants forfaitaires visés aux sous-paragraphes 9.01.1 et 9.01.2 ci-dessus deviendront exigibles trente (30) jours après l'expiration de chacune des périodes de cent vingt (120) jours visées auxdits sous-paragraphes.

M JFS A
u

GAR 00014

MAJ

12.

9.02 Les montants visés aux sous-paragraphes 9.01.1 et 9.01.2 ci-dessus pourront donner lieu à constitution d'immobilisations amortissables fiscalement dans les comptes des SOCIETES ETRANGERES.

10. Disposition des HYDROCARBURES

10.01 Chaque SOCIETE aura le droit d'enlever librement la part d'HYDROCARBURES qui lui revient au titre du CONTRAT d'ASSOCIATION.

Elle pourra librement vendre, céder, transporter, consommer ou exporter, directement ou indirectement, ladite part.

10.02 Toutefois, et par dérogation au principe posé par le paragraphe 10.01 ci-dessus, chaque SOCIETE pourra être tenue, à la demande du CONGO, d'affecter en priorité les HYDROCARBURES provenant de son exploitation à la satisfaction des besoins de l'industrie congolaise aux conditions définies ci-après, à condition: (a) que la part de production revenant à HYDRO-CONGO ait été utilisée pour satisfaire les besoins de l'industrie congolaise; (b) que le maximum de la part de production de chacune des SOCIETES ETRANGERES ainsi affectée à la satisfaction des besoins de l'industrie congolaise n'excède pas trente pour cent (30%) des HYDROCARBURES qui lui reviennent.

10.02.1 La livraison des quantités d'HYDROCARBURES revenant au CONGO, y compris les HYDROCARBURES LIQUIDES destinés à la Raffinerie de Pointe Noire, sera faite soit à la tête de puits, soit à la sortie du centre de collecte si les parties au CONTRAT D'ASSOCIATION décident, conformément aux dispositions du CONTRAT D'ASSOCIATION, d'en construire un. Au cas où les livraisons d'HYDROCARBURES LIQUIDES au CONGO au titre du présent sous-paragraphe 10.02.1 excèderaient la part revenant au CONGO au titre de la redevance minière conformément au paragraphe 5.03 ci-dessus, le prix de vente de cet excédent sera le prix moyen réalisé par les SOCIETES pour les ventes à des acheteurs non affiliés conclues au cours du mois calendaire précédant celui au cours duquel a lieu la vente d'HYDROCARBURES LIQUIDES au CONGO.

10.02.2 L'engagement de chaque SOCIETE de céder une part de sa production d'HYDROCARBURES provenant du PERMIS dans les conditions définies au paragraphe 10.02 ci-dessus et au prix défini au sous-paragraphe 10.02.1 ci-dessus est limité, pour chaque année calendaire, à la fraction des besoins de l'industrie congolaise en HYDROCARBURES de la qualité requise par l'industrie congolaise qui est égale au rapport entre la part de la production d'HYDROCARBURES de cette qualité revenant à la SOCIETE au titre du CONTRAT D'ASSOCIATION et la production totale d'HYDROCARBURES de ladite qualité issue du territoire du CONGO pour cette même année calendaire. Le CONGO notifiera à la SOCIETE, avant le début de chaque année calendaire, les tonnages requis par elle pour cette même année calendaire au titre de l'engagement ci-dessus.

GAR 00015

13.

dans la mesure où l'OPERATEUR détermine que cela est possible dans le cadre des opérations visées par la CONVENTION, l'OPERATEUR tentera de fournir au CONGO les différentes qualités que le CONGO peut demander.

10.02.4 Les quantités d'HYDROCARBURES cédées en application des dispositions du présent article 10 seront payées par le CONGO dans un délai de quinze (15) jours à compter de la fin du mois calendaire de livraison, sur présentation de la facture correspondante par chacune des SOCIETES.

10.03 En cas de découverte de GAZ NATUREL, les parties se réuniront dans les plus brefs délais pour envisager les aménagements qui devront être éventuellement apportés au présent article 10 pour appliquer les principes de la CONVENTION à une telle exploitation.

10.03.1 L'exploitation éventuelle des gisements de GAZ NATUREL se fera conformément aux principes qui régissent les rapports entre les membres de l'ASSOCIATION.

10.03.2 Si l'utilisation du GAZ NATUREL découvert sur le PERMIS n'est pas jugée rentable par les membres de l'ASSOCIATION conformément aux dispositions du CONTRAT D'ASSOCIATION, le CONGO aura la possibilité, directement ou par l'intermédiaire d'HYDRO-CONGO, d'utiliser le GAZ NATUREL et ceci à ses frais.

Si le CONGO exerce son droit d'utiliser le GAZ NATUREL pour son propre usage comme prévu ci-dessus, les installations nécessaires au développement, à la production, au transport et au traitement, y compris notamment la séparation, la compression ou la liquéfaction du GAZ NATUREL, depuis le premier séparateur après le point de production, et d'une capacité suffisante pour traiter le GAZ NATUREL, seront fournies à ses frais par HYDRO-CONGO. Les SOCIETES conviendront de fournir, à des conditions qui seront convenues alors, telle assistance et telle coopération techniques dont HYDRO-CONGO peut avoir besoin pour le développement et l'exploitation des gisements de GAZ NATUREL, et pour l'élaboration, la construction, la gestion et l'entretien de ces installations. En aucun cas lesdites activités ne pourront interférer avec les TRAVAUX PETROLIERS de l'ASSOCIATION.

10.03.3 Tout GAZ NATUREL produit sur le PERMIS et non utilisé directement pour les TRAVAUX PETROLIERS ou conformément au sous-paragraphe 10.03.2 ci-dessus pourra être brûlé en torche.

11. Emploi et formation du personnel

11.01 Conformément au sous-paragraphe 5.01.3 ci-dessus, chacune des SOCIETES sera soumise à la législation et à la réglementation du travail, telles qu'elles résultent des textes

Handwritten signature/initials

Handwritten signature/initials

GAR 00016